ASSEMBLEE GENERALE DU 30 JUIN 2009 COMPTE-RENDU

L'an deux mille neuf, le 30 juin, à 10h00 se sont réunis les délégués des communes du SIRTOM de la Région d'Artenay, en Assemblée Générale.

Dans l'attente des derniers délégués permettant d'obtenir le quorum, le Président présente aux membres présents de l'assemblée, les projets d'aménagement des quatre déchetteries (point 10 de l'ordre du jour). Les objectifs sont d'améliorer la sécurité (séparation des flux de véhicules, clôture) et le confort d'utilisation (élargissement des hauts de quai, benne supplémentaire, aménagements de voiries).

Le quorum étant atteint, M. Richard ouvre la séance à 10h10.

1. COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE PRECEDENTE

Le compte-rendu de la dernière assemblée n'appelle pas de commentaires et est adopté à l'unanimité.

2. COMPTE DE GESTION

Le compte de gestion 2008 nous a été transmis le 12 mai 2009. L'assemblée se doit de l'approuver. Il concorde avec les comptes du SIRTOMRA et permettra de présenter le CA 2008, d'affecter le résultat et de voter le budget supplémentaire 2009.

Le résultat 2008 est le suivant :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépense	Recette	Dépense	Recette
résultat au 31/12/2007		884 945,63 €	10 810,12 €	
Réalisations 2008	2 942 163,13 €	3 074 307,13 €	64 937,82 €	66 300,55 €
résultat de l'exercice 2008		132 144,00 €		1 362,73 €
Restes à réaliser				
BESOIN de financement			9 447,39 €	
Affectation du résultat	9 447,39 €			9 447,39 €
Solde disponible à reporter en fonctionnement		1 007 642,24 €		

Le président met aux voix le compte de gestion 2008. L'assemblée l'approuve à l'unanimité (44 voix).

3. COMPTE ADMINISTRATIF 2008

Le Président demande à M. Gudin, vice-président du SIRTOMRA, de présider la séance pour le compte administratif et quitte la salle.

M. Gudin présente le compte administratif 2008 du SIRTOMRA, qui concorde en tous points avec le compte de gestion de la trésorerie.

En section d'investissement :

Les dépenses s'élèvent à 64 937,82 €.

Les recettes sont de 66 300,55 €.

Le résultat de l'exercice 2008 est donc positif : 1 362,67 € mais il faut en déduire le résultat négatif de 2007 (10 810,12 €).

Il en ressort un besoin de financement de 9 447,39 € pour l'année 2008, qui devra être comblé par la section de fonctionnement.

En section de fonctionnement :

Les dépenses s'élèvent à 2 942 163,13 €.

Les dépenses les plus importantes figurent aux articles 611 (contrats de collecte et exploitation des déchetteries) et 6554 (contribution au syndicat de traitement BGV).

Les recettes sont de 3 074 307,13 €.

La principale source de financement reste la TEOM (articles 7331 et 7475). Les recettes de collecte sélective figurent au 7088.

La section de fonctionnement est excédentaire pour 2008, de 132 144 €, auxquels il faut ajouter le résultat 2007 (884 945,63 €).

De ces 1 017 089,63 € devront être déduits 9 447,39 € affectés pour combler le déficit d'investissement.

Le restant, soit 1 007 642,24 €, pourra être reporté en section de fonctionnement.

L'assemblée, à l'unanimité (43 voix), adopte le compte administratif 2008 et constate le résultat positif en fonctionnement.

AFFECTATION DU RESULTAT

M. Richard reprend la présidence des débats et passe à l'affectation du résultat.

Il est nécessaire d'affecter 9 447,39 € en recette d'investissement pour combler le déficit cumulé. Le Président propose de reporter le solde excédentaire, soit 1 007 642,24 € en section de fonctionnement et passe au vote.

A l'unanimité (44 voix), l'assemblée décide d'affecter 9 447 € en section d'investissement et de reporter le solde, soit 1 007 642,24 € en section de fonctionnement pour 2009.

4. BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2009

Section de fonctionnement

Le BS doit tenir compte du résultat positif ci-dessus, soit 1 007 642 € en recette de fonctionnement.

Pour équilibrer le budget, les prévisions de dépenses suivantes sont proposées :

+ 300 000 € en charges à caractère général (article 611, contrats de collecte et déchetteries)

+ 407 642 € pour les autres charges de gestion courante, dont 400 000 € pour la participation à BGV

Le bureau propose de prévoir aussi un virement de 300 000 € en section d'investissement, pour autofinancer en partie les travaux d'aménagement des déchetteries. Il s'agit là d'une simple prévision budgétaire, et non d'un mouvement de fonds d'une section vers l'autre.

Section d'investissement

En dépenses, 9 447,39 € pour prendre en compte le solde d'exécution déficitaire et 300 000 € en construction pour autofinancer en partie les travaux de déchetteries.

En recettes, 9 447,39 € d'affectation du résultat de fonctionnement en section d'investissement et 300 000 € de virement de la section de fonctionnement.

Le BS s'équilibrerait ainsi à 4 169 439 € en section de fonctionnement et 954 611,39 € en investissement.

L'assemblée, à l'unanimité (44 voix), vote le BS tel que présenté par le président.

5. DUREE D'AMORTISSEMENT DES INVESTISSEMENTS

Une délibération doit fixer la durée d'amortissement des investissements effectués en 2009 :

- études liées aux travaux en déchetteries (AMO, études de sols, etc), dressage des plans des déchetteries. Le bureau propose 3 ans.
- logiciel de gestion (partie imputée en investissement, immobilisation incorporelle). Le bureau propose 1 an.

L'assemblée, à l'unanimité (44 voix), adopte ces durées d'amortissements

6. DEMANDES D'EXONERATION DE TEOM POUR 2010 ET POLITIQUE D'EXONERATION DES ENTREPRISES (EXONERATIONS SUR DELIBERATIONS)

Le SIRTOMRA ayant instauré la TEOM en 2003, et ayant effectivement la charge de la collecte, il relève de sa compétence d'accorder les exonérations.

Les exonérations sont de deux types :

- **Exonérations de plein droit**, sur lesquelles l'assemblée a statué en décembre 2008,
- **Exonérations sur délibération**, avant le 15 octobre pour être applicable l'année suivante.

La loi prévoit que sont exonérables, les locaux à usage industriel ou commercial -sur demande expresse du propriétaire.

Le bureau qui s'est réuni le 26 juin a étudié les critères sur lesquels l'assemblée pourrait s'appuyer pour statuer sur les demandes d'exonération.

☞ Le bureau est favorable au **principe** de l'exonération pour les locaux industriels ou commerciaux qui n'utilisent pas le service de collecte et justifiant d'un autre système de gestion des déchets.

☞ L'exonération ne peut être accordée que sur la valeur locative du foncier bâti des locaux à usage industriel ou commercial (hors logements, etc.)

☞ Le demandeur doit apporter la preuve d'une autre filière d'élimination.

NB : Pour les années à venir, le bureau souhaite demander en plus :

- d'apporter la preuve que la part valorisable des déchets est effectivement valorisée,
- que le demandeur certifie sur l'honneur ne pas utiliser les services du SIRTOMRA (collecte en porte à porte ou déchetteries, apport volontaire).

☞ Seuls sont considérés les locaux en activité, par comparaison aux particuliers dont les logements vacants sont assujettis à la TEOM.

L'application de ces critères amène à proposer les exonérations suivantes pour 2010 :

Exonérables

Artenay :

- Transports Delcroix - ZI - 45410 Artenay. Les déchets sont pris en charge par quatre prestataires différents

Cercottes :

- la SCI TIE pour les locaux situés 1230 rue de la Chaise. Les sociétés Julien, Martin et Loiret Recyclage assurent la collecte et le traitement des déchets d'activité. A la même adresse, existe un logement qui ne doit pas être exonéré.
- la SCI ORGEST (35 chemin des Alluets à Chambourcy 78240) pour les locaux du 105 RN 20, dont les occupants - diverses entreprises - louent des bennes pour leurs déchets d'activité,
- la SCI du 9 RN 20, les déchets étant enlevés et traités par les Ets Martin et Véolia propriété

Chevilly :

- Archivage Concept (6 rue des Guettes-ZAC des Varannes à Ingré 45140) pour les locaux des 7 et 9 rue du Château d'Eau. Les déchets sont confiés à des professionnels du broyage et recyclage des papiers.
- Ets Martin - Chemin de la Croix briquet, parcelles R19, R20, R21. Les déchets sont confiés à diverses entreprises de traitement des déchets spéciaux.

Neuville aux Bois :

- La SCI H2I (SARL JATTEAU) 32 rue de la fontaine de Roulin, qui atteste sur l'honneur ne pas présenter de déchets à la collecte ou en déchetterie. La société JULIEN collecte et traite les déchets de fabrication.
- La société Thierry-Perche pour les locaux situés 2 rue de Montfort. La SITA collecte et traite les déchets d'activité.
- La SAS Xavier Rodrigues, 14 avenue Flandres Dunkerque, qui joint à sa demande, un contrat de location de bennes avec la SITA
- FM Logistic, ZA du point du jour
- Intermarché (SAS MURLAUR), 63 Route de Saint Germain
- Le Bistrot du Marché, 63 Route de Saint Germain

Orgères en Beauce

- La SCAEL, pour son site situé parcelle 148 A à Orgères en Beauce

A la demande, est joint le contrat de collecte et traitement passé avec Véolia Propreté pour l'enlèvement et le traitement des déchets.

- Les Ets lequeur (rue de la Gare à Artenay) pour ses locaux situés 8 rue de la Gare à Orgères en Beauce, qui joint un contrat de collecte et traitement SCAEL-Veolia propreté.

Artenay, Patay, Orgères, Neuville et Sougy

- Les quatre déchetteries et le quai de transfert du SIRTOMRA.

Non exonérables

Neuville aux Bois :

- M. Rouet Dominique pour ses locaux professionnels 56 rue du Coudray, inutilisés pour cause de retraite. M. Rouet demande aussi une exonération rétroactive sur 3 ans.

Santilly :

- M. Bargeault Maurice pour ses locaux professionnels fermés au 1 rue de Poinville

Tournois :

- SARL TERRIER RICHARD - lieu-dit Sorency. Déchets de terre retournant aux champs. La gérante, Mme Richard, demande à être exonéré pour 2008 et pour les années à venir sans refaire de demande. Un justificatif d'élimination des déchets doit être demandé, pour délibération avant octobre 2009.

L'assemblée, après débat et à l'unanimité (44 voix),

- **adopte les critères d'exonération ci-dessus et exonère pour 2010, les « exonérables » listés ci-dessus.**
- **Rappelle que les exonérations ne peuvent réglementairement être ni rétroactives, ni pluriannuelles et qu'une nouvelle demande doit intervenir spontanément avant octobre pour l'année suivante.**
- **Précise qu'à partir de 2010, les demandes d'exonération devront être accompagnées d'une attestation sur l'honneur de non-utilisation des services de collecte du SIRTOMRA (porte à porte, apport volontaire et déchetteries) et justifier d'une valorisation matière (réutilisation, recyclage, compostage) ou énergétique (incinération, méthanisation,...) de la part valorisable des déchets.**

7. RAPPORTS ANNUELS 2008

Les syndicats de collecte et traitement des déchets doivent présenter chaque année le rapport annuel sur le cout et la qualité du service.

- **Rapport annuel du syndicat de traitement BGV : présentation**

Tous les délégués titulaires ont reçu le rapport annuel de BGV. Il a été adopté en assemblée générale de BGV le 25 juin 2009. Chaque président de syndicat de collecte doit le présenter en assemblée.

Le coût d'incinération était en 2008 de 33,26 € par habitant ; le coût de tri de 7,28 € par habitant. Ces coûts sont cependant peu significatifs car le mode d'exploitation du site d'incinération a changé en 2008 et les recettes de recyclage ne sont pas prises en compte.

En 2009, les dépenses seront alourdies par une TGAP appliquées aux sites d'incinération et les recettes de collecte sélective seront en baisse.

La contribution du SIRTOMRA s'élevait à 42,52 € par habitant.

- **Rapport annuel du SIRTOMRA : vote**

Les délégués ont reçu le projet de rapport annuel qui deviendra le document définitif s'il est adopté.

Six chapitres le composent :

- Présentation de l'établissement public
- Organisation du service
- Coût du service
- Mesures de prévention
- Communication.

L'événement notable de 2008 est l'incinération des ordures ménagères à Pithiviers à partir du 1^{er} octobre. Conséquence, les équipes de collecte ont changé en grande partie et se sont installées à Pithiviers dès le 1^{er} novembre.

Le coût d'exploitation des déchetteries a augmenté car les tonnages collectés sont en hausse et les horaires d'ouverture ont été étendus en été.

Le coût qui reste à la charge des habitants est le coût aidé (déduction faite des recettes de valorisation, aides et subventions). Il est en hausse substantielle, expliquée en partie par le coût de BGV et de la nouvelle usine (hausse anticipée et prévue).

Le président rappelle l'importance du rôle des délégués pour rappeler

- les consignes de tri : trop de non recyclables se trouvent encore dans les bacs jaunes
- les nouvelles dispositions : papiers acceptés dans le bac jaune, soutien à l'achat de composteurs.

Le rapport 2008 du SIRTOMRA est mis aux voix et adopté à l'unanimité (44 voix).

8. PROLONGATION DU CONTRAT D'EXPLOITATION DES DECHETTERIES

Ce sujet avait été abordé en AG en février puis en commissions d'appel d'offres et déchetteries. Pour se donner le temps d'arrêter les projets de remise à niveau des déchetteries et les plannings de travaux, il était proposé de prolonger de 6 mois (septembre 2009 à mars 2010) le marché d'exploitation des déchetteries, dont la durée initiale était de 5 ans. La commission d'appel d'offres, réunie spécialement à ce sujet, a émis un avis favorable.

L'assemblée, à l'unanimité (44 voix), décide de prolonger de 6 mois (du 1^{er} septembre 2009 au 28 février 2010) le contrat d'exploitation des déchetteries avec Véolia propreté.

9. CHOIX D'UN AMO POUR LE RENOUVELLEMENT DU MARCHE D'EXPLOITATION DES DECHETTERIES.

Ce sujet avait aussi été abordé en AG de février. Le comité syndical a demandé au président de consulter les prestataires pour une mission d'assistance au maître d'ouvrage pour l'élaboration du cahier des charges et le suivi des procédures (analyse des offres, mise au point du marché, etc.).

Trois bureaux d'études ont été consultés par courrier. Un seul a répondu. Il s'agit du bureau « Environnement et Solutions » auquel avait été confiée l'étude d'optimisation de la collecte puis l'assistance pour le marché de collecte. (appel d'offres européen : rédaction du cahier des charges, analyse des offres,...).

Le prix proposé pour cette prestation est de 9 560 € HT

Par réunion supplémentaire (5 réunions prévues dans l'offre de base) seraient facturés 750 € HT

En option, nous est proposée la validation juridique du cahier des charges par un cabinet d'avocats, pour 3 300 € HT.

L'assemblée, à l'unanimité (44 voix), autorise le président à signer une convention avec Environnement et Solutions pour une mission d'AMO pour le renouvellement du contrat d'exploitation des déchetteries du SIRTOMRA.

10. PROJET D'OPTIMISATION DES DECHETTERIES : FINALISATION

Les esquisses pour l'optimisation des déchetteries ont été présentées sur écran en début de séance.

11. CHOIX D'UN MAITRE D'OEUVRE POUR LES TRAVAUX D'OPTIMISATION DES DECHETTERIES

Suite à une mise en concurrence (lettre de consultation à quatre prestataires potentiels : Cartron Envinergie, Bureau Legrand Gérard, Ginger Environnement et infrastructures et Simonneau), une seule proposition a été reçue. Le cabinet Simonneau nous a transmis une liste de références, ses attestations d'assurances et demande 5% du montant des travaux pour cette prestation.

L'assemblée, à l'unanimité (44 voix), autorise le président à poursuivre les négociations avec le cabinet Simonneau et signer un contrat de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation des quatre déchetteries.

12. AVENANT AU CONTRAT ECO EMBALLAGES CONCERNANT LE SOUTIEN AU RECYCLAGE DES CARTONS

Un accord a été signé entre Eco-Emballages, l'AMF et les recycleurs de carton pour déterminer la part des fibres de papier-carton sur laquelle sont fondés les soutiens au recyclage d'Eco Emballage.

La signature d'un avenant est nécessaire pour prendre en compte ces nouvelles dispositions, qui s'appliquent dès le liquidatif 2008 (versement du solde des sommes rattachées à l'année 2008, donc encore au contrat Eco-Emballages-Sirtomra).

L'assemblée, à l'unanimité (44 voix), autorise le président à signer en ce sens un avenant au contrat-programme de durée signé avec Eco-Emballages en janvier 2006.

13. CDD DE REMPLACEMENT

M. Franco remplacera Mme Moreau pour 9 mois (de juillet 2009 à mars 2010) en raison de son départ en congés annuels et de maternité, d'aout 2009 à mars 2010. Professeur de français, M. Franco a suivi une formation pour changer de métier et intégrer une collectivité territoriale. Il termine tout juste un stage « qualité » en mairie d'Olivet et prépare plusieurs concours de la fonction publique territoriale.

- Attribution d'une prime au personnel contractuel

Le bureau propose d'attribuer à M. Franco, qui sera embauché au grade de rédacteur contractuel au 1^{er} échelon, une indemnité d'exercice des missions au taux maximum (1 250,08 €/an), affectée d'un coefficient multiplicateur de 3,6. Ceci permettra d'atteindre une rémunération mensuelle nette d'environ 1 400 €.

L'assemblée, sur proposition du président et vu le BP et le BS 2009, accorde à l'unanimité au personnel administratif contractuel l'indemnité d'exercice des missions au taux maximum et prend note que l'indemnité de M. Franco sera affectée d'un coefficient de 3,6.

- Adhésion révocable au pôle emploi (anciennement Assedic)

Les employeurs de la fonction publique territoriale ont la possibilité d'adhérer pour une durée de 6 ans renouvelable (à dénoncer au bout de 5 ans si le renouvellement n'est pas souhaité) au régime d'assurance chômage, moyennant une contribution de 6,40% du salaire de base.

Dans le cas contraire, les indemnités de chômage devront être versées directement par le SIRTOMRA en fin de contrat.

NB : En l'absence de rémunération d'un agent contractuel, aucune contribution n'est due à l'assurance chômage.

La durée du contrat de M. Franco est suffisamment longue pour rendre intéressante l'adhésion au pôle emploi.

L'assemblée, à l'unanimité (44 voix), autorise le président à signer avec le pôle emploi un contrat d'adhésion révocable à partir du 30 juin 2009.

- Ordre de mission permanent

Les déplacements professionnels se font avec les véhicules du personnel et font l'objet d'un dédommagement. Chaque déplacement doit normalement faire l'objet d'un ordre de mission signé du président.

Pour simplifier les procédures quotidiennes, il est possible de doter le personnel d'un ordre de mission permanent sur un territoire déterminé. Le président propose d'accorder à M. Franco un ordre de mission permanent sur le Loiret et l'Eure et Loir, afin de lui permettre d'aller à la rencontre des divers partenaires du SIRTOMRA (Conseils généraux, syndicats de collecte et traitement voisins, Ademe, etc.)

L'assemblée, à l'unanimité (44 voix),

- Autorise M. Franco à utiliser son véhicule personnel pour ses déplacements professionnels, dès lors qu'il aura fourni une attestation d'assurance justifiant de la couverture desdits déplacements,

- Confirme que les déplacements et de mission seront remboursés conformément au décret du 28 mai 1990 modifié

- Accorde à M. Franco un ordre de mission permanent sur le Loiret et l'Eure et Loir, pour la durée de son contrat, y compris d'éventuelles prolongations.

14. AFFAIRES DIVERSES

- DEMANDE DE COLLECTE D'UNE PLATE-FORME DE COMPOSTAGE (SITA)

La mairie de Guillonville nous a transmis une demande de la plate forme de compostage Terralys pour la collecte de petits volumes de déchets assimilables à des ordures ménagères. L'entreprise concernée est bien assujettie à la TEOM et le circuit de collecte passe à proximité. Ce nouveau point de collecte est donc intégré aux circuits du SIRTOMRA.

- CONVENTION POUR L'UTILISATION D'UNE AIRE DE RETOURNEMENT

Pour régler un problème de demi-tour en bout d'impasse, une aire de retournement a été aménagée sur un terrain privé à Neuville aux Bois. La commune souhaite que soit signée une convention avec la propriétaire afin de fixer les obligations de chacun. La proposition de convention liste les droits et obligations de chacun (commune, propriétaire, SIRTOMRA).

L'assemblée, à l'unanimité, autorise le président à signer cette convention.

- PROPOSITION DE MODIFICATION DU REGLEMENT DE COLLECTE

Le bureau propose d'ajouter au règlement de collecte (que les délégués ont reçu lors de la première assemblée du nouveau mandat) un article stipulant que :

- seuls seront réparés ou remplacés par le collecteur, les bacs aux normes et âgés de moins de sept ans cassés ou emportés par ses équipes. Les bacs vétustes ou ne répondant pas à la norme EN 840 resteront à la charge de leur propriétaire.
- tout bac endommagé doit être signalé dans un délai d'un mois.

L'assemblée, à l'unanimité, approuve cette modification du règlement de collecte.

Certaines communes souhaitent pouvoir acquérir et revendre des bacs aux normes aux usagers. Mme Hardel précise que c'est possible moyennant une délibération de la commune.

- **AUTRES AFFAIRES DIVERSES**

Plusieurs communes font remarquer qu'il y a encore des problèmes de collecte en apport volontaire (débordements de conteneurs). Une panne du camion normalement dévolu à la collecte sur le SIRTOMRA explique en partie seulement ces incidents.

L'ordre du jour étant épuisé, le président clôt la séance à 12h10